

Mise en place de l'agenda d'accessibilité du CH Esquirol

Maître d'ouvrage :
CH Esquirol

15 rue du Docteur Marcland
87025 LIMOGES

**—ARTE
NIA—**



S.a.r.l. LaGires

Phase : **DCE**

Date : **11/06/2025**

Indice : **B**

CCTP Lot N°02b DESAMIANPAGE

Architecte
AMRA

23 rue Jean Jaurès
87000 LIMOGES
Tel : 06 11 35 40 20
Email : atelier@amrarchitecte.fr

Direction de travaux - OPC
LAGIRES - (ARTENIA
économie)

1 impasse de Tranchepie
87430 VERNEUIL SUR VIENNE
Tel : 05 55 50 10 25
Email : 87-lagires@orange.fr

BET Fluides
FLUTECH

1 rue Marcel Deprez
87000 LIMOGES
Tel : 07 86 89 89 30
Email : contact@be-flutech.fr

Économiste
ARTENIA

4 boulevard Louis Blanc
87000 LIMOGES
Tel : 06 34 14 76 70
Email : peyrournaud@artenia.pro

SOMMAIRE

02B.0 GENERALITES	2
02b.0.1 DEFINITION DE LA PRESTATION	2
02b.0.2 DOCUMENTS TECHNIQUES / NORMES	2
02b.0.3 ANNEXES	2
02b.0.3.1 Note commune	2
02b.0.3.2 Phasage et travaux sur site occupé	3
02b.0.3.3 Dossier des Ouvrages Exécutés	3
02b.0.3.4 Echafaudage/Protection/Santé/Nettoyage	3
02B.1 DESCRIPTION DES OUVRAGES	4
02b.1.1 DESAMIENTAGE	4
02b.1.1.1 Repérage complémentaire	4
02b.1.1.2 Organisation de chantier	4
02b.1.1.3 Travaux de désamiantage	5

02b.0 GENERALITES

02b.0.1 DEFINITION DE LA PRESTATION

Le CCTP du présent lot concerne les travaux du **Lot N°02b DESAMANTAGE** à exécuter pour la **Mise en place de l'agenda d'accessibilité du CH Esquirol**, pour le compte du **CH Esquirol**.

02b.0.2 DOCUMENTS TECHNIQUES / NORMES

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation applicable en France telle qu'elle se trouvera être en vigueur à la date de remise des offres.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés, les normes.

En outre, les entreprises seront soumises aux prescriptions des textes réglementaires en vigueur à l'époque d'exécution des travaux.

Localisation :

• **Zone Rouge :**

02b.0.3 ANNEXES

02b.0.3.1 Note commune

A/ Note commune

Les entrepreneurs devront :

Vérifier tous les ouvrages, chacun en ce qui le concerne, les travaux seront traités à prix global et forfaitaire, sans aucune majoration, y compris pour difficultés d'exécution.

NOTE IMPORTANTE

Chaque entreprise devra calculer les quantités et ne pourra les contester après signature de son marché.

Le mode de métré et le sous détail pourront être fournis à l'entreprise adjudicataire suivant les principes de la circulaire du 9 mars 1982.

B/ Montant de l'offre

Pour chiffrer sa proposition, l'entreprise dispose du dossier comportant les éléments suivants :

- Le règlement de la consultation (R.C.) commun à tous les lots
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes pour chaque lot
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et son annexe le calendrier prévisionnel d'exécution, commun à tous les lots
- Le RICT (Rapport Initial de Contrôle Technique)
- Le PGC de coordination SPS
- Les plans du projet (plans architecte & plans techniques)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) spécifique à chaque lot
- Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.) pour chaque lot

C/ Fin de chantier

A l'issue des travaux, l'entrepreneur fournira au Maître d'ouvrage (en 3 exemplaires+ 1 PDF) un DOE complet comprenant :

- Modifications apportées au dossier

- Fiches techniques des matériaux employés
- Fiches d'entretien des matériaux employés certifiés par le fabricant.

Localisation :

- **Zone Rouge :**

02b.0.3.2 **Phasage et travaux sur site occupé**

Les entreprises devront mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'exécution des travaux en site occupé, dans le strict respect du phasage prédéfini. Elles veilleront à limiter les nuisances (bruit, poussière, accès) et à assurer la sécurité des usagers et du personnel par des dispositifs adaptés (cloisonnements provisoires, signalétique, cheminements sécurisés). Une coordination rigoureuse avec la maîtrise d'ouvrage et les occupants sera exigée afin de minimiser l'impact des travaux sur l'activité du site.

Toutes les dispositions d'aménagement des zones de travaux demandées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage devront être exécutées sans aucune majoration.

Localisation :

- **Zone Rouge :**

02b.0.3.3 **Dossier des Ouvrages Exécutés**

Avant la réception des ouvrages l'entrepreneur devra fournir tous les documents pour la constitution des Dossiers des Ouvrages Exécutés et Dossiers d'Intervention Ulérieure des Ouvrages.

Pour la réception l'entrepreneur devra fournir :

- Tout document transmis en phase chantier sera répertorié clairement (numérotation, indice, date, etc.),
 - La liste des documents remis sera tenue à jour tout au long du chantier et fera partie du dossier DOE.
 - Plan de récolement des ouvrages,
- Cette liste n'est pas exhaustive.

Les DOE seront centralisés par la Maîtrise d'œuvre avant remise au Maître d'ouvrage.
Transmission par clef USB ou envoi dématérialisé.

Localisation :

- **Zone Rouge :**

02b.0.3.4 **Echafaudage/Protection/Santé/Nettoyage**

A/ Echafaudage/Protections Générales

L'entreprise devra prévoir toutes les protections et échafaudages réglementaires, qui lui seront nécessaires pour une parfaite et complète sécurité de son personnel, ainsi que pour une parfaite et complète mise en œuvre de ses produits.

B/ Protection/Coordination/Santé/Sécurité

L'entreprise devra respecter les obligations en matière de coordination pour la santé et la sécurité conformément à la loi n° 93-1418 du 31.12.94, ainsi que les conditions prévues au Code du Travail et des règlements en vigueur.

C/ Nettoyage

L'entreprise devra un nettoyage et enlèvement des gravois journaliers du chantier ainsi qu'un général à la fin de son intervention.

La Maîtrise d'Oeuvre se laisse le droit de nommer une entreprise pour réaliser cette prestation si le travail réalisé par le titulaire du présent lot ne s'avérerait pas satisfaisant.

Il va de soi que le montant de ces travaux serait imputé sur le marché du présent lot.

D/ Traitement des gravois

L'évacuation des gravois provenant des travaux réalisés par le titulaire du présent lot est à la charge

de ce dernier.

L'entreprise doit se conformer à la réglementation en cours et suivre toutes les procédures.

Localisation :

• **Zone Rouge :**

02b.1 DESCRIPTION DES OUVRAGES

02b.1.1 DESAMANTAGE

02b.1.1.1 Repérage complémentaire

Dans le cas où des éléments contenant de l'amiante seraient mis à jour lors de l'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage prendrait à sa charge, l'exécution de sondages complémentaires destructifs ou non, afin d'effectuer un second diagnostic amiante sur les parties qui n'ont pas pu être analysées durant la phase d'étude du projet. Dans le cas où le diagnostic se révélerait positif, des mesures de désamiantage adaptées au type d'amiante devraient être mises en place.

02b.1.1.2 Organisation de chantier

02b.1.1.2.1 Constat d'huissier

L'entreprise prendra à sa charge un constat d'état des lieux avant et après travaux, effectué par un huissier de justice, entre l'entrepreneur, le Maître d'ouvrage et les propriétaires voisins. L'entreprise devra vérifier le périmètre des zones faisant l'objet du contrat et en demander éventuellement l'extension.

Dans le cas d'opération à risque, le Maître d'ouvrage pourra décider que le constat d'huissier sera remplacé par un référé préventif.

Pour sa part, l'entrepreneur pourra proposer au Maître d'ouvrage, l'utilisation de cette procédure s'il le juge nécessaire, dans tous les cas les frais y afférant, seront inclus dans la proposition de l'entreprise.

Un deuxième constat identique sera réalisé, en cas de contestation d'un tiers, en fin de travaux et remis avec le décompte général des travaux.

Deux exemplaires de chacun des documents seront fournis au Maître d'ouvrage dans les 15 jours suivant leur établissement.

02b.1.1.2.2 Préparation

02b.1.1.2.2.1 Définition des conditions de réalisation du chantier

1

Lors de la préparation du chantier, il sera important de définir notamment :

- L'emplacement des zones confinées
- Le mode de gestion des déchets
- Le plan de contrôle environnemental
- Le mode opératoire
- Le planning d'intervention, en tenant compte de la préparation, de l'intervention, du nettoyage final et de la réalisation des contrôles visuels et libératoires.

02b.1.1.2.2.2 Protections

2

L'entreprise du présent lot devra, au démarrage du chantier, la mise en place de protections afin d'éviter la dispersion des poussières et ceux jusqu'à la fin des opérations de désamiantage, compris toutes sujétions nécessaires de mise en œuvre.

02b.1.1.2.3 Documents administratifsA/ Plan de retrait

Un plan de retrait sera établi par l'entreprise préalablement à tous travaux de retrait de produits ou matériaux contenant de l'amiante. Il doit indiquer le lieu où sont prévus les travaux, leur nature, leur durée, les protections, tant collectives, qu'individuelles, le mode opératoire et les contrôles.

Le plan de retrait devra être déposé dans un délai maximal de 8 jours suivant la notification du marché. Dans le même délai, l'entreprise le fournira avec le P.P.S.P.S au C.S.P.S.

Ce plan sera soumis à l'avis du médecin du travail et transmis à l'inspection du travail, et à la caisse régionale d'assurance maladie, et, le cas échéant à l'OPPBTP, un mois avant le début des travaux.

L'entreprise devra justifier du suivi médical spécifique de ses salariés. L'ensemble du personnel affecté aux travaux de retrait bénéficiera donc de la surveillance médicale relative à l'amiante : radiographie pulmonaire et évaluation de la fonction respiratoire. Les certificats médicaux des salariés impliqués préciseront que ceux-ci ne présentent aucune contre-indication à la réalisation de travaux de retrait de matériaux amiantés.

L'entreprise devra également avant les travaux, produire un certificat d'acceptation préalable des déchets par une installation autorisée, au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

B/ Etude aéraulique

Une étude aéraulique sera établie avant le commencement du désamiantage afin d'identifier le balayage d'amenée d'air et d'extraction des locaux.

Cette note de calcul sera transmise à la maîtrise d'oeuvre pour contrôle et validation du commencement des travaux.

02b.1.1.2.4 Installation et opérations en cours d'exécution

Réalisation de tous les travaux préparatoires et de toutes les opérations en cours de traitement, suivant réglementation en vigueur, comprenant notamment :

- Mesure d'empoussièrement dite "Point 0"
- Installation de chantier (sas d'entrée, ventilateur...)
- Confinement statique des zones
- Confinement dynamique
- Contrôle au démarrage
- Tunnel d'évacuation des déchets
- Analyses réglementaires
- Mesures de restitution
- Nettoyage
- Repli chantier
- D.O.E. et B.S.D.A.

02b.1.1.2.5 Obligations générales

L'entrepreneur devra se conformer à toutes les recommandations de l'OPPBTP, aux exigences du Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé désignés par le Maître d'Ouvrage, de la CARSAT et de la DIRECCTE qui peuvent intervenir en cours d'études, de préparation ou de réalisation de l'ensemble des travaux relatifs à ce marché.

L'entrepreneur devra par conséquent adapter ses méthodologies de travaux en fonction des remarques de ces organismes sans qu'il puisse prétendre à une rémunération complémentaire.

02b.1.1.3 Travaux de désamiantage**02b.1.1.3.1 Etat des lieux**

Pour établir son étude de prix, l'Entrepreneur du présent lot, devra obligatoirement se rendre sur les lieux, afin d'évaluer ses travaux en toutes connaissances de causes, en fonction des conditions

d'accès, et des difficultés d'exécution.

Il devra formuler toutes réserves, et solliciter tous compléments d'information, qu'il jugera utiles et nécessaires à l'étude de son ouvrage et à la remise de son offre. Il ne pourra se prévaloir d'omissions, de méconnaissances des lieux ou de difficultés d'exécution quelconques, pour présenter des suppléments en cours de travaux.

Le fait de commencer les travaux, constitue pour l'Entreprise, une acceptation des lieux et des conditions de travail, sans restrictions.

02b.1.1.3.2 Réglementation et risques liés à l'amiante

Tous les travaux concernant le présent lot sont considérés à risques et sont donc soumis aux différents codes, textes officiels, recommandations et normes concernant le désamiantage et les risques d'exposition à l'amiante, en vigueur à la date précisée au CCAP, et notamment :

- Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- L'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.
- Recommandations de la CNAMTS
- Guide ED6091 de l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) qui rassemble l'ensemble des préconisations que les entreprises se doivent d'appliquer au regard des récentes conclusions des pouvoirs publics sur le risque amiante.
- D.T.U. et Normes applicables aux travaux annexes et connexes aux travaux d'enlèvement et/ou de traitement d'amiante friable.
- Avis techniques délivrés par le CSTB pour les nouveaux procédés
- Agréments délivrés par les compagnies d'assurances
- Des règlements en vigueur concernant la sécurité sur les chantiers (protections collectives et individuelles).
- Mesures préconisées par le coordonnateur SPS

Pendant toute la durée des travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante, dans les zones considérées, il ne doit y avoir aucune co-activité avec d'autres entreprises. Les accès à ces zones devront être très visiblement balisées et interdites physiquement à toutes personnes autres que celles habilitées de son entreprise.

L'entreprise devra dans l'élaboration de son offre et dans l'exécution de ses prestations, tenir compte et respecter cette réglementation de la préparation (plan de retrait) jusqu'à la libération et mise à disposition des locaux.

02b.1.1.3.3 Qualifications requises

Afin de pouvoir effectuer les travaux de désamiantage du présent lot, l'entreprise devra fournir la (les) certification(s) de qualification QUALIBAT, AFNOR Certification ou techniquement équivalent. Toute entreprise ne présentant pas la(les) qualification(s) nécessaires ou références similaires ne pourra être retenue.

Nota : Les entreprises certifiées sont réputées satisfaire aux exigences du décret du 4 mai 2012.

02b.1.1.3.4 Installations de chantier

L'Entreprise du présent lot devra prendre connaissance du C.C.A.P. et du P.G.C. pour les dépenses d'intérêt commun.

Installation de tous les équipements liés à l'activité de désamiantage selon les réglementations en vigueur, compris délimitation de l'emprise du chantier, installation proprement dite, moyens de manutention, raccordements, maintenance et repliement en fin de travaux et toutes rescriptions du S.P.S. concernant la clôture de chantier.

Cette installation comprendra aussi la pose et la dépose en fin de chantier de toute la signalisation amiante aux abords et aux accès du chantier selon réglementation en vigueur.

02b.1.1.3.5 Sécurité générale

L'Entrepreneur devra strictement se conformer aux dispositions réglementaires de sécurité imposées par la législation en vigueur, aux directives des Organismes de Contrôles.

L'Entrepreneur devra prévoir dans la remise de son offre tous les dispositifs de sécurité et de protection de la santé, pendant l'exécution de ses travaux, et pour les interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage, conformément aux règlements en vigueur, et suivant les exigences du PGC (Plan Général de Coordination).

02b.1.1.3.6 Plan de retrait

L'opération ayant pour finalité le retrait de matériaux contenant de l'amiante, relève de la section 2 du décret 96- 98 du 7 février 1996, en conséquence un plan de retrait doit être établi par l'entreprise.

Dès notification du marché, l'Entrepreneur retenu établira son plan de retrait et le diffusera immédiatement auprès des organismes officiels de prévention.

- L'Inspection du travail en charge du secteur des travaux
- Le service de prévention des risques de la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail)
- L'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics)
- La Médecine du travail en charge du suivi médical des salariés de l'entreprise de travaux

Le plan de retrait sera également diffusé aux intervenants concernés par la réalisation des travaux comme le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, les organismes de contrôle et bien évidemment, le maître d'ouvrage.

La rédaction du plan de retrait est de la responsabilité de l'entreprise de travaux qui doit exposer au sein de ce document la méthodologie d'intervention de façon spécifique, en y intégrant une évaluation exhaustive des risques susceptibles d'être rencontrés pendant les travaux.

Le plan de retrait doit être connu de tout intervenant et tenu à disposition au sein du registre de chantier. Le délai de minimum 1 mois devra être respecté avant le début des travaux.

02b.1.1.3.7 Neutralisation des réseaux

L'entreprise devra le repérage de tous les réseaux traversant la zone de désamiantage (eau froide, eau chaude sanitaire, eau de chauffage, eau usée, réseaux électriques et courants faibles) et neutraliser si nécessaire ces réseaux afin d'éliminer tous risques.

Les installations et réseaux fixés sur les ouvrages amiantés ou simplement gênant seront eux aussi déposés, traités et évacués aux décharges agréées.

02b.1.1.3.8 Confinement

La préparation de la zone de travail et le confinement des zones d'intervention seront adaptés en fonction des ouvrages contenant de l'amiante, de la nature de l'amiante et de la configuration des locaux.

L'entreprise devra tous les ouvrages et matériels nécessaires à ce confinement (polyane, sas, aspirateur, etc...) suivant la réglementation.

L'entreprise devra assurer le recoupement et l'isolement entre les différentes zones d'intervention ou différents ouvrages amiantés. Elle devra la mise en place d'un film plastique sur la totalité des sols dans la zone de travail. Elle devra aussi la protection de tous les ouvrages, appareils et matériels destinés à être déposés ultérieurement.

Un test au fumigène sera réalisé (contrôle de l'étanchéité de la zone et vérification de l'aéraulique prévisionnelle) et sera communiqué au S.P.S.

L'entreprise devra mettre en place sur le confinement un panneau de visualisation en Plexiglas permettant d'observer l'intérieur de la zone sans y pénétrer, autorisant ainsi les personnes habilitées à suivre l'avancement des travaux en toute sécurité.

02b.1.1.3.9 Analyse et mesures d'empoussièrement

Les travaux de désamiantage ne doivent avoir aucun impact sur l'environnement atmosphérique du chantier ou sur les rejets d'eau générés lors des opérations de retrait d'amiante ou de décontamination. Pour contrôler la maîtrise de ses procédés, l'entreprise devra mettre en place, selon la réglementation, une campagne de prélèvements et d'analyses permettant de garantir une surveillance régulière de ses rejets.

Les différents types d'analyses à effectuer :

- Analyses atmosphériques en microscopie électronique à transmission analytique (META) pour l'ensemble des contrôles de l'air et pour les tests libératoires et de restitution.
- Analyses des matières en suspension (MES) dans les rejets d'eau.

En dehors des prélèvements et analyses de l'air et de l'eau, l'entreprise procède à de nombreux autocontrôles sur les éléments constitutifs des confinements statiques et dynamiques, tels que l'état du confinement, la dépression en zone, les vérifications aérauliques par le test au fumigène et des contrôles périodiques, les vérifications des équipements de protection individuelle et collective. L'ensemble des analyses et contrôles réalisés sont tenus à disposition des organismes de contrôles et des visiteurs au sein du registre de chantier, tenu par le chef de chantier. Les prélèvements et analyses de chantier sont réalisés par un laboratoire indépendant accrédité par leCOFRAC (Comité français d'accréditation des laboratoires, organismes certificateurs et d'inspection). Le test libératoire à la charge de l'entreprise est réalisé par un laboratoire indépendant et agréé après l'examen visuel des surfaces traitées (voir ci-après). Son résultat conditionne la libération de la zone et ne doit pas dépasser la valeur VLEP réglementaire admise (valeur limite d'exposition professionnelle). Il est complété, après le départ de l'entreprise de travaux, par un test de restitution, à la charge du maître d'ouvrage, réalisé selon la même méthodologie.

02b.1.1.3.1 Travaux de désamiantage

0

La méthodologie pour les travaux réglementaires de désamiantage est laissée libre au choix de l'entreprise. Celle-ci devra joindre à son offre le dossier complet et détaillé de la méthodologie qu'il souhaite réaliser. La localisation des ouvrages à déposer est établie en fonction du rapport de repérage, mais l'entreprise doit vérifier avant la remise de son offre, les localisations précises et étendues des ouvrages à déposer contenant de l'amiante (notamment les calorifugeages et plafonds masqués par les plafonds suspendus), et les plinthes éventuellement associées.

Dans l'hypothèse où l'entreprise, lors de l'exécution des travaux de désamiantage, serait confrontée à des imprévus (ouvrages existants indécélables) ou à une non-conformité de projet avec l'existant, elle devra immédiatement en référer au Maître d'Ouvrage ou Maître d'Oeuvre. En aucun cas, l'entrepreneur ne prendra des dispositions personnelles sauf à ses risques et dépens. Par ailleurs, il est précisé que les ouvrages démolis par erreur ou négligence, seront reconstruits par l'entrepreneur du présent lot, et ce, entièrement à sa charge.

02b.1.1.3.1 Prise en charge des déchets

1

L'entreprise devra l'ensemble des prestations nécessaires à

- La gestion des déchets en zone
- L'évacuation des déchets en fin de travaux.

Les déchets contaminés générés par le chantier sont les suivants :

- Le matériel de protection des salariés (tenue, cartouches des masques respiratoires)
- Les boues et cartouches liées à la filtration des eaux de lavage
- Les filtres placés sur les extracteurs d'air
- Les produits amiantés
- Les films en polyane utilisés pour la réalisation des confinements

Ces déchets devront être placés sous une double enveloppe, celle extérieure portant une indication des risques présentés par l'amiante.

02b.1.1.3.1 Sortie des déchets

2

Les matériaux déposés seront mis en sac à déchets de type prévu pour cet usage, sortis du bâtiment et évacuation en décharge spécialisée. Les déchets de matériaux tels que plaques ondulées, produits plans, ardoises, éléments composites assemblés par collage, etc. seront, dans toute la mesure du possible, palettisés ou mis en rack. Les éléments en vrac seront mis dans des bennes destinées à cet usage. Les débris et poussières et les déchets de nettoyages seront mis en sac double, sortis et évacués en décharge spécialisée.

L'entreprise devra fournir un bordereau de mise en dépôt concernant l'ensemble des ouvrages déposés.

02b.1.1.3.1 Nettoyage et restitution des locaux

3

Tous les locaux de la zone concernée seront nettoyés et restitués afin de permettre les travaux de démolition, de construction et d'aménagement.

Nota : Le maître d'ouvrage fera un examen visuel des surfaces traitées permettant la réception du chantier et la réalisation du test libératoire conditionnant le démontage de la zone de confinement. Cet examen visuel doit être réalisé par un technicien compétent, selon la norme expérimentale AFNOR XP X46-021.

02b.1.1.3.1 Programme de contrôle d'empoussièrement

4

Réalisation du programme de contrôle d'empoussièrement en zone pendant les travaux, mesure de rejets des eaux, mesure libératoire.

Après démantèlement du dispositif de confinement et avant de permettre à toute personne de pénétrer dans ces locaux notamment pour y effectuer les travaux de démolition, le titulaire du lot devra faire procéder à sa charge, à des mesures d'empoussièrement par un organisme agréé par arrêté du ministre chargé de la Santé.

Si le résultat de ces mesures indique une valeur supérieure à 5 fibres/L, le mandataire doit rechercher les causes de la pollution de la zone et mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires avant la réintégration de tout occupant dans les locaux. Le rapport d'essai est tenu à la disposition des organismes de prévention et des occupants.

02b.1.1.3.1 Dépose des matériaux amiantés

5

02b.1.1.3.1 Sols souples

5.1

Dépose de l'ensemble des dalles de sol amiantées existantes sur sols, compris :

- Dépose préalable des plinthes suivant locaux.
- Colle et sols y compris couches successives suivant nécessité.
- Ragréage
- Évacuation des déchets vers les centres de traitement

Suivant rapport amiante

Localisation :

• **Zone Bleue :**

Voir rapport amiante correspondant. Dépose des matériaux dans l'emprise des travaux d'aménagement.

Bâtiment 05 - LAFARGE zone vestiaires transformée en bloc sanitaire Repère 7. (15.00 m²)

• **Zone Verte :**

Voir rapport amiante correspondant. Dépose des matériaux dans l'emprise des travaux d'aménagement.

Bâtiment 23 - CENTRE DE FORMATION (50.00 m²) compris évacuation des bloc-portes associés.

02b.1.1.3.1 Visite préliminaire**6**

Les entreprises répondant au présent lot devront obligatoirement se mettre en contact avec l'équipe de Maîtrise d'Œuvre au cours de l'élaboration du chiffrage de l'affaire, afin d'effectuer une visite des lieux. Cette visite sera validée par un représentant de la Maîtrise d'Ouvrage ou de la Maîtrise d'Œuvre et comptera dans l'attribution du marché.

Chaque entrepreneur reconnaît avoir visité les lieux préalablement à la remise de son offre et déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux. Il appartient à ce dernier de modifier le cadre quantitatif fourni avec le dossier de consultation.